

suis heureux que le premier ministre actuel soit allé à Lagos et qu'il ait donné le ton comme il l'a fait.

Je suis heureux de voir qu'on ouvre d'autres missions en Afrique, mais on devrait faire plus, s'intéresser davantage à ce pays important. J'ai été scandalisé de lire l'autre jour qu'on avait refusé au Nigéria des documents, des statuts du gouvernement canadien. Pour un pays du Commonwealth c'était agir mesquinement au sujet d'une demande raisonnable d'un autre pays du Commonwealth, d'un État fédéral aux prises avec des problèmes au sujet desquels il voulait cette aide minime, mais pratique. Je blâme quiconque est responsable de cette maladresse.

Nous déplorons tous ce qui se passe au Nigéria. Nombre de choses qui arrivent en Afrique nous laissent songeurs, mais il ne sert à rien de dire: «Ces gens ne sont pas prêts à se gouverner eux-mêmes. Ils devraient patienter un peu jusqu'à ce qu'ils le soient.» Certains ne seraient jamais prêts s'ils attendaient l'aide qu'auraient dû leur fournir depuis longtemps ceux qui pouvaient le faire. Leurs efforts peuvent sembler faibles par rapport à nos normes d'administration gouvernementale, mais on ne peut nier le bien-fondé d'une remarque que j'ai entendue il y a quelques années aux Nations Unies, selon le mot de John Stuart Mill: Un bon gouvernement ne remplace pas l'autonomie.

Un problème se pose à nous quand ces gens aspirent à l'autonomie. Ils peuvent l'obtenir, et ils vont l'obtenir. A nous, par conséquent, de nous adapter. D'être aussi serviables que possible, de ne pas désespérer et de ne pas trop souvent leur imposer nos normes.

Il y a quelques années à peine, j'ai entendu un grand homme d'État—que le ministre connaît bien puisqu'il s'agit de l'ambassadeur Boland, ancien président de l'Assemblée générale des Nations Unies—dire que l'avenir du monde sera décidé par les peuples qui vivent au sud de l'équateur. Je suis de cet avis. Les progrès rapides qui s'accomplissent là sont assez bouleversants. Ils dépassent notre entendement, et viendra peut-être le jour où nous ne pourrons plus aider ces pays.

Voilà qui m'amène à l'Amérique latine et à l'OÉA. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'attend sans doute qu'à ce propos je déclare n'être pas d'accord avec mon hono-

[M. Macquarrie.]

rable ami d'Oxford, et je sais que d'autres membres de mon parti partagent ses opinions. Les députés de Swift-Current-Maple-Creek et de Shelburne-Yarmouth-Clare sont tous deux anti-OÉA. Moi, je suis du bord du ministre ou, du moins, du bord qu'il était naguère. Je suis de ceux qui croient qu'il y a là une occasion à saisir.

Le fait qu'il existe une difficulté et la possibilité de différer d'opinion avec les États-Unis ne devraient pas suffire pour que le Canada se retire et qu'il demeure toujours à l'écart d'une région du monde dont l'avenir aura des répercussions sur nous, que nous soyons membres de cet organisme ou non. Tout cataclysme majeur en Amérique latine ne s'arrêtera pas nécessairement au 49° parallèle uniquement parce que nous ne voulons pas faire partie de l'OÉA. En conséquence, je dirais au secrétaire d'État aux Affaires extérieures que si lui et son gouvernement songent à faire un mouvement dans ce sens-là, il existe au moins un député de l'opposition qui serait disposé à les appuyer et désireux de le faire. Ils ont déjà été capables de se maintenir avec seulement cinq voix de majorité au sujet de questions plus ardues. Dans le présent cas, il pourrait y en avoir quatre autres de ce côté-ci. En outre, les néo-démocrates, qui avaient l'habitude de tenir à cette adhésion. En conséquence, bien loin d'être hasardeux, ce serait peut-être même une chose facile.

• (8.30 p.m.)

Nous avons longtemps débattu la question de l'OEA. Nous avons pu, il me semble, être en désaccord avec les États-Unis et survivre. Dans le domaine de la diplomatie internationale, nous avons maintenant atteint assez de maturité pour faire nos démarches et accepter nos responsabilités. Si nous attendons qu'il n'y ait plus de problèmes, si nous nous abstenons de nous y associer parce que certains peuvent commettre des erreurs et parce que l'organisation est imparfaite, nous n'en ferons jamais partie, et il y aurait peut-être lieu de nous retirer de toutes les autres organisations dont nous sommes membres parce qu'elles sont toutes imparfaites. A mon avis, les occasions et les défis qu'elle offre devraient suffire à nous engager à en devenir membre, et je me réjouis d'avance d'avoir l'occasion d'appuyer mes honorables amis sur cette question. Toutefois, j'ai l'impression qu'ils ne me donneront de sitôt l'occasion de me lever, seul peut-être parmi les miens, pour les appuyer. Toutefois, si l'occasion m'est offerte, je vais me présenter comme un témoignage vivant de foi dans l'OEA.

L'honorable député de Winnipeg-Sud-Centre, dans son discours très énergique, a parlé comme d'autres de la question du Vietnam.